



La Commune



Un sondage

Editorial

Au moment où nous bouclons notre mensuel, nous sommes à la veille des trois journées d'action " pour les salaires ", à l'appel intersyndical CGT-FO-CFDT-FSU, etc : les postiers le 18 janvier, les cheminots le 19, et le 20, la Fonction publique. Un préavis de grève a été déposé.

Un sondage CSA-Le Parisien publié ce lundi 17 janvier indique que, à la question : " *Quelle est votre attitude à l'égard de ces mouvements de grève et de manifestations pour les salaires et contre l'affaiblissement et la remise en cause du service public ?* ", 65 % des Français déclarent soutenir ces mouvements ou avoir de la sympathie pour eux. Mieux, à la question : " *Vous, personnellement, seriez-vous prêt ou pas à manifester ?* ", 75 % des Français se déclarent prêts à défendre leur pouvoir d'achat, et 59 % à défendre les services publics.

Voilà un sondage, un de plus d'ailleurs, qui remet les pendules à l'heure quant à la prétendue hostilité de la population et des salariés du privé envers les fonctionnaires ou à la soi-disant passivité des Français vis-à-vis des coups portés par le MEDEF et le gouvernement.

Qu'importe, il se trouvera encore des esprits chagrins pour prétendre le contraire et affirmer que si les " réformes " passent comme celles sur les retraites et la sécurité sociale, c'est parce que les salariés ont peur ou sont anesthésiés. Les dispositifs de division mis en place par les appareils syndicaux et politiques, comme les journées d'action à répétition, échelonnées sur des mois et des mois, qui ont largement démontré leur inefficacité et lassé, sinon écoeuré, les salariés, les obstacles de toute sorte dressés sur la voie du " Tous ensemble public-privé ", voilà en revanche des considérations qui n'entrent pas en ligne de compte dans la réflexion de ces esprits aigris. Les mêmes d'ailleurs qui sont prompts à accuser les masses de leur propre inconsistance, passivité et veulerie devant les attaques du patronat et d'un gouvernement qui pèse pourtant moins qu'une plume sous une simple brise hivernale.

C'est donc ce qui est à nouveau en jeu à quelques heures des " journées d'action " des 18,19, et 20 janvier.

Alors que les salaires non seulement stagnent mais en réalité diminuent, alors que le cancer du travail précaire ronge de plus en plus toute la société, va-t-on à nouveau nous resservir le plat réchauffé des journées à répétition, un jour les uns, un jour les autres, cloisonnées, isolées corporation après corporation et étalées dans le temps sur des mois et des mois ? Notons d'ailleurs que la prochaine initiative intersyndicale est déjà programmée pour le ... 5 février sur les 35 heures. Un samedi au demeurant, de quoi, nul n'en doute, terroriser le patronat. Alors, si au soir du 20 janvier le gouvernement n'a pas cédé sur les salaires, si Renaud Dutreil, ministre de la Fonction publique, continue ses provocations contre les fonctionnaires, les dirigeants syndicaux vont-ils sortir de leur chapeau une nouvelle " journée d'action ", dans un mois, ou du côté du Printemps, ou décentralisée, région par région, ou une après-midi de pique-nique sur l'esplanade des Invalides, ou un vaste barbecue sans doute très convivial, ou ... Sur ce plan, l'imagination de nos directions confédérales est déjà au pouvoir. Mieux qu'en 68.

Mêmes causes, mêmes effets : pendant ce temps, le gouvernement est tranquille. Et les salariés désapprouvent des " moyens d'action " qui ont démontré une efficacité proche de zéro. C'est pourquoi, à nouveau, dès le lendemain du 18, 19, 20 janvier, la question du " Tous ensemble public-privé " est posée, plus aiguë que jamais. Elle ne pourra être éludée indéfiniment. Il n'y a pas que les sondages qui le prouvent : il suffit d'écouter les salariés, si on le veut bien entendu.

Modifié le samedi 18 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
